Financer les Talents : public ou privé ?

Stéphane Carcillo
Cercle des économistes

Dans les années 50, les emplois les mieux rémunérés appartenaient au secteur manufacturier. On estime qu'un emploi dans ce secteur générait alors à lui seul deux emplois dans les services (Moretti, 2013). On entrait dans les entreprises de ces secteurs pour la vie ou presque et sans même avoir besoin d'avoir décroché le Bac. On le sait, cette époque est révolue. Depuis les années 2000, les emplois les mieux rémunérés appartiennent sans conteste au secteur des technologies de l'information suivi, dans une moindre mesure par les bio- et les nanotechnologies. Ces emplois sont aussi ceux qui ont la plus forte valeur ajoutée. Ils requièrent des qualifications élevées et de la créativité. On estime qu'un emploi dans ce secteur génère désormais à lui seul cinq emplois dans les services, et non plus deux comme pour le secteur manufacturier. Les emplois de services ainsi générés sont eux souvent peu qualifiés – restauration, nettoyage, livraison – mais aussi très qualifiés – médecins, avocats, architectes. Entre temps, le secteur manufacturier a délocalisé en grande partie sa production. Lorsque de nouvelles usines ouvrent dans les pays développés, elles n'ont plus rien à voir avec les usines d'hier. Elles sont propres, très intensives en technologies et en robotisation. Y travailler nécessite d'être qualifié.

Cette course technologique est essentielle pour soutenir notre croissance et financer notre modèle social. Elle requiert de faire émerger et de former un maximum de talents, à la fois dans les technologies de pointe et dans les services qui en accompagnent le développement. Cette mission incombe dès le plus jeune âge à l'école, bien entendu, mais pas seulement. Il est essentiel que l'Université favorise l'expression des talents, plutôt que de les enfermer dans une tour d'ivoire des savoirs. Les entreprises ont également leur rôle à jouer, notamment par le biais des projets qu'elles financent et par les opportunités de formation qu'elles offrent. Dans ce monde, public et privé ne sont pas opposable mais intrinsèquement complémentaires pour faire émerger et développer les talents.

En l'absence de financement public, toute une frange de la population n'atteindrait pas spontanément le niveau de connaissance requis pour trouver sa place dans l'économie numérique – manque de moyens, manque de modèles, manque de perspectives claires et de motivation parfois. Via l'école et l'Université, l'État a la possibilité de donner des compétences au plus grand nombre, avec des effets de *spillover* bien connus et favorables à la croissance. L'enjeu pour les pouvoirs publics est de faire émerger les talents parmi toutes les strates de la société et pas seulement au sein des classes favorisées. C'est un objectif difficile à atteindre dans tous les pays. Les jeunes issus des milieux défavorisés n'ont pas toujours le capital social et culturel leur permettant de nourrir une aspiration à l'excellence. Ils n'ont pas à leur disposition les bons réseaux pour mettre en œuvre leurs projets. Donner les moyens à ces jeunes d'exprimer leur potentiel requiert la flexibilité nécessaire pour adapter les moyens et les méthodes de l'école et des universités aux situations individuelles et au contexte local. Maîtriser la lecture et le calcul est essentiel mais il faut aller plus loin. Au-delà des savoirs eux-mêmes, l'économie de l'information requiert la capacité de mettre en œuvre les connaissances pour trouver des solutions innovantes. Nous disposons aujourd'hui de nombreux résultats d'expériences scientifiques qui permettent d'identifier ce qui marche dans ce domaine, y compris pour les groupes les plus défavorisés.

Au-delà de la formation initiale, une formation tout au long de la vie est essentielle pour faciliter une transition rapide des individus vers les secteurs porteurs et créateurs d'emploi.

Cette formation est coûteuse, parfois trop coûteuse pour être entreprise par ceux qui en ont le plus besoin, notamment parce qu'ils ont raté la marche de l'école ou de l'université. Ce coût est non seulement financier mais aussi personnel car l'appétence pour se former croît avec le niveau de formation initial. Le contenu général des formations nécessaires fait que les entreprises n'ont pas forcément intérêt à les financer, du moins dans leur intégralité. Dans ce contexte, il y a un rôle central à jouer par les politiques publiques via, par exemple, le financement pour les personnes les moins qualifiées de droits individuels. Mais pour réussir cette stratégie de la deuxième chance, l'appui doit être ambitieux et ciblé. La politique doit aussi pouvoir s'appuyer sur un réseau de formations régulièrement évaluées.

Les jeunes créateurs d'entreprises ont également besoin d'être accompagnés mais aussi financés. Certains jeunes créateurs n'ont pas accès aux capitaux nécessaires faute de réseau ou de biens personnels. L'État peut les aider grâce, par exemple, à des taux bonifiés, la création de pépinières ou d'autres infrastructures qui facilitent la formation d'un écosystème favorable aux créateurs. Cette politique peut être ciblée sur des groupes particulièrement défavorisés (et souvent perçus comme plus « risqués »), sur certaines zones économiques, ou certaines populations, notamment les femmes. Le soutien peut également passer par une aide au capital risque qui sélectionne lui même et accompagne les projets les plus porteurs, notamment via un régime fiscal avantageux. Il est enfin possible de prévoir un régime fiscal et social plus accommodant pour les jeunes entrepreneurs durant leurs premières années d'activité.

À côté de ce soutien public, les entreprises et les mécènes privés ont un rôle indispensable à jouer, car ils sont non seulement les principaux acteurs des marchés innovants mais aussi parce qu'ils peuvent devenir des partenaires privilégiés des systèmes éducatifs et de formation.

À l'école, comme à l'université, l'association de certains programmes avec des entreprises peut permettre de découvrir très tôt des métiers et de dévoiler le potentiel de carrières auxquelles certains diplômes peuvent ouvrir. C'est le cas par exemple aux États-Unis des *Career Academies*. L'accueil des jeunes en stage ou en apprentissage est à la fois un moyen d'identifier très tôt les talents mais également d'investir dans leur formation. Les compétences non cognitives, comme la capacité à travailler en groupe, la capacité de leadership, la motivation, qui expliquent environ la moitié du succès individuel sur le marché du travail, peuvent être acquises en entreprise.

Le financement direct par des entreprises de programmes de formation est non seulement le meilleur moyen de s'assurer de l'adéquation des compétences aux besoins, c'est également un don qui profite à l'ensemble du secteur considéré et de l'économie. En formant un certain nombre de jeunes talents dès leurs années d'études, en identifiant ensuite les « forts potentiels » pour leur assurer une diversité d'expérience, notamment à l'étranger, ces entreprises savent qu'elles investissent pour elles-mêmes et qu'elles contribuent à terme à renforcer le dynamisme de tout leur secteur d'activité. Cela vaut également pour le financement de certaines recherches appliquées, que ce soit à l'université ou dans les grandes écoles, via par exemple la mise en place de chaires spécialisées.

Enfin, les entreprises déjà bien établies dans leur secteur ont bien évidemment un rôle essentiel dans l'identification et le financement des projets innovants. Celles qui sont les plus orientées vers la recherche et le développement le font de manière spontanée, soit en laissant libre cours à des équipes en interne, soit en investissant elles-mêmes dans une multitude de jeunes poussent dont quelques unes seront les championnes de demain

Les talents de demain ont donc besoin à la fois de l'investissement public et privé pour émerger en nombre suffisant dans toutes les franges de la société et favoriser ainsi une croissance forte et inclusive.

Bibliographie

Moretti, E. (2013), *The New Geography of Jobs*, Mariner Books.